



## Conclusions générales

Bernard THIRY, Directeur général du CIRIEC

Mesdames, Messieurs,

Nous arrivons au terme de ce 29<sup>e</sup> Congrès du CIRIEC. Ce congrès s'est déroulé sous le double signe de la tradition et du changement.

Tradition en effet puisque c'est le 5<sup>ème</sup> congrès du CIRIEC en terres autrichiennes et le 4<sup>ème</sup> dans ce magnifique Hôtel de ville de Vienne. Tradition aussi pour la qualité de l'organisation et de l'accueil que nous ont réservés nos hôtes autrichiens sous la direction de Erich Haider, notre nouveau président d'honneur et Heidi Maier, la Secrétaire générale de la Section autrichienne du CIRIEC. Un grand merci à vous.

Tradition aussi pour la qualité des échanges entre scientifiques et praticiens, entre acteurs de l'économie sociale, coopérative et publique.

Mais aussi changement. Tout d'abord en approfondissant les nouveautés initiées il y a 2 ans au congrès de Berlin sous l'impulsion de notre Président, Willy Hanss. D'une part, un travail en atelier sectoriel permettant aux spécialistes d'un secteur (énergie, eau, santé, logement social, transport) d'approfondir la concrétisation opérationnelle de l'intérêt général, dans les locaux mêmes d'entreprises viennoises en charge de services d'intérêt général. Nous évaluerons évidemment dans les prochaines semaines le succès de cette formule. D'autre part, la remise du 2<sup>ème</sup> Prix Edgard Milhaud. La création de ce prix est une initiative personnelle de W. Hanss visant à combler en partie le manque d'intérêt des jeunes chercheurs pour l'Economie publique, sociale et coopérative. Nous lui en sommes très reconnaissants. Changement également par l'élargissement de nos débats à la prise en compte de la gestion durable de l'énergie et des ressources naturelles.

Nous avons ouvert notre Congrès à la cérémonie de remise des International Energy Globe Awards. Nous avons consacré une session plénière à un débat entre trois éminents spécialistes de la gestion soutenable de l'énergie et de la prise en compte de l'éthique dans la société d'aujourd'hui. Ce faisant nous avons élargi l'audience de notre Congrès : près de 500 participants venus de 50 pays des 4 coins du monde soit une couverture géographique jamais inégalée. Cet élargissement nous a aussi donné l'occasion de relativiser les problèmes que connaissent les pays européens, le Japon, l'Amérique du Nord face aux immenses défis des pays en développement.

Les Congrès bisannuels du CIRIEC sont l'occasion d'une mise en perspective de l'économie mondiale, des difficultés économiques et sociales et des défis de l'économie publique, sociale et coopérative. Ce Congrès n'a pas démerité sur ce point. La crise mondiale que nous connaissons depuis plus de 4 ans a été la toile de fond permanente de nos débats. En Europe, la crise bancaire s'est transformée en crise des finances publiques et de la gouvernance de la zone euro. Les mesures d'austérité quelles qu'en soient les bienfaits à long terme eu égard aux défis démographiques, plongent l'Europe dans la dépression économique avec les conséquences mises en évidence par Mme Nilsson, de la Confédération européenne des syndicats. Un scénario japonais c'est-à-dire une longue période de croissance quasi nulle et de taux d'intérêt extrêmement bas devient aujourd'hui le scénario plus que probable. Les marchés financiers ont été érigés en donneur de leçon à destination des Etats. Les agences de notation, quelles que soient les erreurs qu'elles ont commises avant la crise de 2008, restent une référence incontournable. Le Japon quant à lui peine à sortir de sa longue période de stagnation et la catastrophe de Fukushima a un impact important sur l'économie japonaise.

Quant aux Etats-Unis, ils cachent leur responsabilité dans la crise de 2008 et la déliquescence de leurs finances publiques en braquant les projecteurs sur l'Euro et la crise européenne. Evidemment en comparaison des difficultés et des défis des pays en développement, ces problèmes apparaissent confortables comme le soulignait à juste titre hier matin Mme Gandhi.

Malgré cette toile de fond assez sombre, notre Congrès n'est pas tombé dans la morosité. Je dirais même au contraire.

Tout d'abord nous ne pouvons que nous réjouir de l'affirmation de l'importance de l'économie publique, sociale et coopérative qui a rythmé plusieurs sessions hier et aujourd'hui. Importance de l'économie communale à Vienne (eau, gaz, électricité, transport public, logement social), fierté d'être un élément fondamental de l'intérêt général et rejet des privatisations, tels sont quelques uns des messages de Mme Brauner, Maire adjoint de la Ville de Vienne. Importance des entreprises en charge des services d'intérêt général (les employeurs de service public représentent 30% de l'emploi de l'Union européenne et les services d'intérêt général contribuent pour 26% au PIB de l'Union européenne), importance aussi des missions d'intérêt général et résistance à la crise, tels sont quelques uns des messages de Mme Ronzitti, Secrétaire générale du CEEP. Dans le même esprit, Dame Pauline Green, Présidente de l'ACI nous a montré la volonté d'affirmation du secteur coopératif et mutuelliste au plan mondial avec cet évènement particulier qu'est l'année mondiale des coopératives et l'ensemble des manifestations qui rythme cette année. De nombreuses études ont démontré que le secteur coopératif, y compris les institutions financières coopératives et mutuellistes, a mieux résisté à la crise que ses concurrents.

Dans cette volonté d'affirmation, le CESE a toujours été un allié objectif de l'économie sociale, publique et coopérative comme l'a encore montré l'exposé du Président du Groupe 3, M. Jahier. Expression institutionnalisée de la société civile européenne, le CESE est un lieu important pour la mise en évidence des différentes facettes de l'intérêt général. Cette volonté d'affirmation bénéficie aussi du soutien remarqué des Ministres Benoît Hamon et Paul Singer.

Les contributions de l'économie publique, sociale et coopérative pour relever les défis de la crise et pour concrétiser l'intérêt général sont aussi qualitatives.

Sans pouvoir être exhaustif, je citerai notamment :

- ⇒ les nombreuses innovations techniques, ou en termes d'organisation, de gouvernance ou de régulation.
- ⇒ l'établissement de nouveau modèle coopératif, par exemple dans le domaine de l'énergie renouvelable
- ⇒ le développement des équipements digitaux pour promouvoir l'usage des transports publics
- ⇒ la mise en place d'une gouvernance pluraliste pour promouvoir les intérêts communs aux diverses composantes de l'Economie sociale québécoise et concilier consolidation et innovation
- ⇒ les mutations des sociétés publiques de chemins de fer pour simplifier la gouvernance et stimuler un mode de transport efficace et durable.

Mesdames, Messieurs,

Nous vivons dans une société de plus en plus technocratique avec un déficit « démocratique » croissant. Les citoyens ont perdu confiance dans les institutions européennes voire nationales. Ils n'ont plus confiance dans le monde financier et dans nombre d'entreprises. A côté des partenaires sociaux et en étroite collaboration avec eux, l'économie publique, sociale et coopérative peut remédier à cette évolution négative. Elle peut permettre aux citoyens d'exprimer leurs besoins. L'économie communale par sa proximité entre les citoyens et les centres de décision. L'économie sociale et coopérative par la mobilisation citoyenne et l'usage adéquat des nouveaux médias sociaux. Autant de vecteurs pour maintenir et recréer les liens qui sont, nous en sommes ici tous convaincus, indispensables au bon fonctionnement de nos démocraties.